

ACTUALITÉS STATUTAIRES

DÉONTOLOGIE

Circulaire du 19 octobre 2017

L'article 8 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 a modifié l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 afin de prévoir, selon le cercle familial concerné, soit une interdiction de recruter soit une obligation d'informer la Haute Autorité Pour la Transparence de la Vie Publique. La circulaire du 19 octobre 2017 vient préciser le contenu et les modalités de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions.

SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017

L'article 11 de la loi modifie les dispositions du code de la sécurité intérieure dont certaines affectent directement les agents publics. L'article L. 114-1 prévoit ainsi la possibilité de réaliser des enquêtes administratives préalablement au recrutement, à l'agrément ou à l'habilitation d'agents publics sur certaines catégories d'emplois publics (*agent de police municipale, ASVP par exemple*). La loi du 30 octobre 2017 renforce ces enquêtes administratives et en donne une nouvelle portée en permettant la suspension de l'agent (*fonctionnaire ou agent contractuel*) pendant la durée nécessaire à la mise en œuvre des suites données au résultat de l'enquête administrative diligentée à son encontre.

GIPA

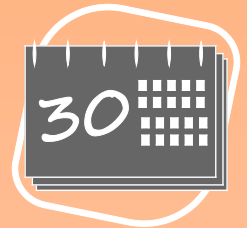
Décret n° 2017-1582 et arrêté du 17 novembre 2017

La GIPA a été instaurée en 2008 pour compenser la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents contractuels de droit public. Ce dispositif est reconduit pour l'année 2017 sur la base des éléments de calcul figurant dans l'arrêté du 17 novembre 2017. Une notice ainsi qu'un simulateur de calcul sont disponibles sur le site Internet du Centre de Gestion (*rubrique Instances / Carrières < Prestation paie*).

SAPEURS-POMPIERS

Décret n° 2017-1610 du 27 novembre 2017

Ce texte modifie certaines dispositions relatives à l'activité de sapeurs-pompiers volontaires et met en place la protection sociale des volontaires du service civique des sapeurs-pompiers en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service telle que prévue par la loi n° 2017-86 du 26 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.



Agenda

- Comité médical départemental : 6 et 20 décembre 2017
- Commission de réforme : 6 et 20 décembre 2017
- CAP : 13 décembre (*dépôt des dossiers avant le 24 novembre 2017*)
- CT : 13 décembre (*dépôt des dossiers avant le 7 novembre 2017*)

Les calendriers des instances consultatives sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés. Nous vous invitons à consulter régulièrement ces informations sur le site Internet www.cdg33.fr rubrique « statut carrières ».

Centre de Gestion
de la Fonction Publique
Territoriale de la Gironde

Immeuble HORIOPOLIS
25 rue du Cardinal Richaud
CS 10019
33049 Bordeaux cedex

☎ 05 56 11 94 30
☎ 05 56 11 94 44
✉ cdg33@cdg33.fr
www.cdg33.fr



REGULARISATION D'UN CONTRAT DE DROIT PUBLIC IRRÉGULIER

Lorsque le contrat de droit public d'un agent comporte une irrégularité, l'administration est tenue de proposer à l'agent une régularisation de son contrat. Cependant, le Conseil d'Etat, vient de préciser que lorsque la modification du contrat de droit public irrégulier n'implique la modification d'aucun de ses éléments substantiels, l'administration procède à la régularisation du contrat de l'agent, sans être tenue d'obtenir son accord. Dès lors, si l'agent déclare refuser la régularisation à laquelle a procédé l'administration, ce refus n'y fait pas obstacle et l'administration n'est pas tenue de licencier l'agent.

CE, 22 septembre 2017, n°401364

DROITS D'UN AGENT PUBLIC EN CAS DE MUTATION D'OFFICE

En vertu de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, un agent public faisant l'objet d'une mesure prise en considération de sa personne, qu'elle soit ou non justifiée par l'intérêt du service, doit être mis à même de demander la communication de son dossier, en étant averti en temps utile de l'intention de l'autorité administrative de prendre la mesure en cause.

Conseil d'Etat, 8 novembre 2017, n° 402103

FAUTE PERSONNELLE DE L'AGENT ET REFUS DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE

Une faute d'un agent public qui révèle des préoccupations d'ordre privé, qui procède d'un comportement incompatible avec les obligations qui s'imposent dans l'exercice de ses fonctions ou qui, eu égard à sa nature, aux conditions dans lesquelles elle a été commise, aux objectifs poursuivis par son auteur et aux fonctions exercées par celui-ci, est d'une particulière gravité. Elle doit être regardée comme une faute personnelle justifiant que la protection fonctionnelle soit refusée à l'agent, alors même que, commise à l'occasion de l'exercice des fonctions, elle n'est pas dépourvue de tout lien avec le service.

CAA Nancy, 5 octobre 2017, n°16NC00118



BORNES HORAIRES DE DEBUT ET DE FIN DES PERIODES D'ASTREINTE

Il appartient à l'employeur de fixer par délibération les bornes horaires des périodes d'astreinte. L'organe délibérant détermine, après avis du comité technique, les conditions d'intervention et de déplacement (*aller et retour sur le lieu de travail*) des agents comptabilisés comme un temps de travail effectif. Elle fixe la rémunération ou la compensation des astreintes. L'astreinte n'est pas une période de travail, fixée sur les horaires définis pour le « *travail de nuit* ». Ainsi selon la délibération, la nuit peut commencer à vingt heures, et finir à cinq ou sept heures.

Réponse Ministérielle, n°01371, JO Sénat du 02/11/2017, p. 2976

DELAÏ DE NOTIFICATION DU COMPTE RENDU DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

L'article 6 du décret n° 2014-1526 dispose que, le compte rendu de l'entretien professionnel est notifié au fonctionnaire dans un délai maximum de quinze jours. Une notification tardive peut décaler les délais de certaines procédures (demande de révision de l'appréciation, promotion interne, avancement de grade...). La notification doit intervenir dans des délais compatibles avec le calendrier de la CAP dont relève l'agent évalué. S'il est démontré que l'agent a été pénalisé à raison d'une notification tardive du compte rendu, la responsabilité de la collectivité pourrait, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge, être engagée.

Réponse Ministérielle, n°01173, JO Sénat du 30/11/2017, p. 2792

AUTORITE COMPETENTE POUR UNE DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE

Si la personne qui sollicite la protection fonctionnelle est un fonctionnaire territorial, seul le maire est compétent, en vertu de l'article L. 2122-18 du CGCT, pour prendre la décision d'octroi ou de refus de la protection fonctionnelle. En revanche, si la demande de protection émane d'un élu, c'est le conseil municipal, en tant qu'organe délibérant de la commune qui est l'autorité compétente pour se prononcer sur cette demande.

Réponse Ministérielle, n°00462, JO Sénat du 09/11/2017, p. 3499



Les élections professionnelles

- Les élections professionnelles relatives aux différentes instances consultatives se tiendront en décembre 2018.
- Un premier travail de recensement des effectifs doit être mené au sein de chaque collectivité.

Objectif du recensement des effectifs

Le recensement des effectifs à la date du 1^{er} janvier 2018 constitue la première étape du calendrier électoral relatif aux élections professionnelles qui se dérouleront à la fin de l'année 2018.

Il doit permettre d'établir la configuration des futures instances (CAP, CCP, CT-CHSCT) qui seront constituées près le Centre de Gestion de la Gironde et localement auprès de chaque collectivité affiliée (CT, CHSCT).

Au terme de ce recensement, une cartographie des instances pourra être établie à l'échelle du territoire girondin.

En complément d'un recensement des données exclusivement chiffrées, une information supplémentaire est demandée à l'ensemble des collectivités affiliées au Centre de Gestion. Il est nécessaire d'indiquer, dans l'effectif total recensé pour chaque instance, la part de femmes et d'hommes constituant cet effectif.

Cette nouveauté est directement issue du décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 qui vise à instaurer au sein des instances consultatives concernées une représentation équilibrée entre femmes et hommes.

Les données résultant du recensement des effectifs seront communiquées aux organisations syndicales tenues de présenter des listes de candidats répondant à ces critères de représentation équilibrée.

Ce travail de recensement des effectifs répond à un objectif différent selon les instances concernées :

- CAP/CCP : le recensement des agents vise à déterminer le nombre de représentants du personnel appelés à siéger au sein des différentes commissions ;
- CT/CHSCT : le recensement des effectifs consiste à déterminer pour chaque collectivité si le seuil de 50 agents est atteint lui imposant de se doter de ses propres instances locales.

Ce recensement des effectifs est opéré de manière dématérialisée.

En vue de faciliter le travail de recensement des effectifs, une fiche technique explicative venant préciser la typologie des agents à recenser et propre à chaque instance est susceptible d'être téléchargée à l'occasion du remplissage du formulaire mis à votre disposition et sur le site du CDG33.

[Santé / Prévention](#)

[Documentation / Conseil](#)

[Instances / Carrières](#)

[Emploi / Concours](#)

[Accueil](#) > [Instances / Carrières](#) > [Instances consultatives](#) > [Elections professionnelles 2018](#)

Elections professionnelles 2018



Les élections professionnelles relatives aux différentes instances consultatives se tiendront en décembre 2018.

Dans le cadre de la mise en place des nouvelles instances, un premier travail de recensement des effectifs doit être mené au sein de chaque collectivité. Les fiches ci-dessous ont pour objet d'expliquer la finalité de cette première opération du calendrier électoral tout en venant préciser le type d'agents à recenser pour chaque instance.

Documentation à consulter :



Généralités sur le recensement des effectifs (pdf-136,00 ko)



Le recensement des effectifs dans le cadre des élections des représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires (pdf-143,36 ko)



Le recensement des effectifs dans le cadre des élections des représentants du personnel aux Commissions Consultatives Paritaires (pdf-167,44 ko)



Le recensement des effectifs dans le cadre des élections des représentants du personnel au Comité Technique (pdf-172,38 ko)



La création de comités techniques locaux (pdf-184,81 ko)



Un adjoint technique peut-il exercer les fonctions d'ATSEM ?

NON

Le statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques ne permet pas l'exercice des fonctions d'ATSEM. L'autorité territoriale doit recruter en priorité un ATSEM déjà fonctionnaire (*mutation, détachement, intégration*) ou lauréat de concours. En cas d'impossibilité, la collectivité peut avoir recours à un agent contractuel recruté sur la base des articles 3 à 3-3 prévus par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 si les conditions sont remplies. Il devra être titulaire du CAP petite enfance.

Existe-t-il une différence entre une mutation et un détachement ?

OUI

La mutation est l'acte par lequel l'agent est nommé dans une autre collectivité de la Fonction Publique Territoriale, dans le même cadre d'emplois et dans le même grade. L'agent est alors radié des effectifs de sa collectivité d'origine. Le détachement, quant à lui, permet aux fonctionnaires de changer de corps ou de cadre d'emplois au sein de sa fonction publique et même d'accéder à une autre fonction publique. L'agent peut bénéficier d'un détachement de courte durée ou longue durée au terme duquel il est soit intégré dans sa fonction publique d'origine, soit intégré dans sa fonction publique d'accueil soit autorisé à bénéficier du renouvellement de son détachement.

Le poste d'un agent détaché pour stage est-il vacant ?

NON

La carrière d'origine de l'agent détaché pour stage dans un autre cadre d'emplois continue de se dérouler parallèlement à sa carrière dans le cadre d'emplois d'accueil. Il n'est donc pas possible, compte tenu du caractère probatoire du stage, de supprimer son poste ou de le pourvoir, après déclaration de vacance, par un autre agent. En cas de refus de titularisation au terme du stage, le fonctionnaire bénéficie d'un droit à réintégrer son emploi d'origine.

EN LIGNE CE MOIS-CI SUR www.cdg33.fr



- **Fiche technique sur l'apprentissage pour les personnes en situation de handicap**
- **Notice explicative GIPA**
- **Simulateur de calcul de la GIPA 2017**